



NOTE D'INFORMATION CONJOINTE

(diffusion à partir du 14 décembre à 14 heures)

Ministère de la Santé Publique de la République du Tchad

Système des Nations Unies au Tchad (SNU)

Direction générale de la Commission européenne pour la protection civile et les opérations
d'aide humanitaire (ECHO)

Organisation non-gouvernementale Alima-Alerte Santé

La situation nutritionnelle au Tchad appelle à un engagement renouvelé du Gouvernement et de l'ensemble des partenaires

(N'Djamena, 14 décembre 2017): La présentation des résultats de l'enquête nationale de nutrition 2017 indique une augmentation de la prévalence de la malnutrition aiguë dans certaines régions du pays. Selon le Ministère de la Santé Publique, malgré les efforts en cours par le Gouvernement et ses partenaires, la prévalence de la malnutrition aiguë est à la hausse, et la situation risque de se dégrader davantage en 2018 sans une prise de conscience de la magnitude du problème par l'ensemble des acteurs concernés. En effet, le taux de malnutrition aiguë globale (MAG) pour le pays est de 13,9%, soit deux points de plus que celui de 2016 ; il dépasse le seuil d'urgence de 15% dans 12 régions, majoritairement situées dans la bande sahélienne, sur les 23 régions que compte le Tchad. La malnutrition aiguë sévère (MAS) est à 3,9%, un taux supérieur au seuil d'urgence de 2% contre un taux de 2,6% en 2016.

Selon le Système des Nations Unies, il est important de comprendre que la malnutrition n'est pas qu'une problématique humanitaire. Elle est causée par une conjonction de facteurs structurels et conjoncturels, et a des implications sur le développement à long terme des individus et du pays. Au niveau humain, il est prouvé que la malnutrition durant les 1 000 premiers jours de vie limite le développement du cerveau de l'enfant et affecte ses capacités intellectuelles et cognitives tout au long de sa vie. Une récente étude sur le coût de la faim au Tchad a par ailleurs démontré les effets néfastes de la sous-nutrition sur la santé, les capacités d'apprentissage et la productivité des personnes, le tout ayant un impact sur l'économie nationale. Chaque année, le Tchad perd 9,5% de son PIB à cause de la sous-nutrition chez l'enfant, soit plus de 575 milliards de FCFA en 2012. L'absence ou l'insuffisance de réponse à la crise nutritionnelle aura des conséquences certaines pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable et de la Vision 2030.

La crise alimentaire et nutritionnelle est une des trois crises humanitaires majeures auxquelles le Tchad est confronté. Au Tchad, la Direction générale de la Commission européenne pour la protection civile et les opérations d'aide humanitaire (DG ECHO) est fortement impliquée dans la réponse à la crise nutritionnelle, soutenant tous les partenaires présents au Tchad à hauteur de 24 millions d'euros en 2017. L'objectif en nutrition est de contribuer à assurer des actions curatives et préventives dans des zones à forte prévalence. Au-delà de l'action curative pour le traitement de la malnutrition aiguë sévère chez les enfants de moins de 5 ans, ECHO contribue également à la santé de la mère et de l'enfant avec un paquet minimum d'activités préventives s'inscrivant dans la stratégie des 1 000 jours. Cependant, la réponse humanitaire seule ne peut résoudre durablement la crise. Il est nécessaire que les acteurs de développement investissent davantage dans les causes profondes de cette crise nutritionnelle structurelle, à l'image de l'Union européenne via le Fonds Européen de Développement, qui ciblera cinq régions à partir de 2018. La lutte contre la malnutrition passe par le renforcement des structures sanitaires, l'accès durable à l'eau potable et aux infrastructures

d'assainissement, ou encore la sensibilisation communautaire pour l'abandon des pratiques traditionnelles néfastes pour la santé des enfants et l'adoption de bonnes pratiques d'hygiène et nutritionnelle.

L'ONG Alima, qui appuie notamment l'unité nutritionnelle de l'hôpital de l'amitié sino-tchadienne et celle de l'hôpital de la mère et de l'enfant à N'Djamena avec l'appui d'ECHO, a expliqué que dans un contexte d'augmentation des cas de malnutrition, assurer une réponse humanitaire à l'échelle des besoins est un impératif. Cependant, le faible financement actuel ne permet pas de répondre à l'ensemble des besoins urgents. Alima constate une augmentation des admissions dans les centres nutritionnels, sans disposer des moyens suffisants pour prendre en charge tous les cas en garantissant des soins de qualité.

Le sous-financement du plan de réponse humanitaire 2017, et en particulier du secteur nutrition, qui n'a été couvert qu'à 47% des 58 millions de dollars requis, a fortement affecté les activités de prise en charge des enfants malnutris, de prévention et de collecte de données nutritionnelles, ne permettant pas d'inverser la tendance.

Le secteur nutrition d'urgence estime qu'en 2018 plus de 1,7 million de personnes auront besoin d'assistance nutritionnelle d'urgence dans le pays, accroissant les besoins financiers à 62 millions de dollars pour assister plus de 500 000 personnes les plus vulnérables. Par ailleurs, pour des interventions à plus long terme, le pays se doit de mettre en œuvre sa Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA 2014-2025) et le Plan d'Action Intersectoriel de Nutrition et d'Alimentation (PAINA), qui prône une approche holistique et multisectorielle de la prise en charge de la problématique de la malnutrition dans le pays. En effet, le PAINA, dont le coût de la mise en œuvre est estimé à 204 344 277 102 Francs CFA sur cinq années, matérialise la volonté de l'Etat de lutter efficacement contre les différentes formes de la malnutrition, synthétisée dans la Politique Nationale de Nutrition et d'Alimentation (PNNA), adoptée en avril 2015.

Pour plus d'information, veuillez contacter :

Dr. Mahamat Hamit Ahmat, Directeur Général Adjoint des Activités Sanitaires, Ministère de la Santé Publique de la République du Tchad, mht_hamit@yahoo.fr

M. Florent Méhaule, Chef de Bureau, OCHA Tchad, mehaule@un.org, Tel. +23568851004

Mme. Naomi Frérotte, Chargée de l'Information Publique, OCHA Tchad, frerotte@un.org, Tel. +23566901633